

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

26 FEV. 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Marie-Christine BENINCASA

☎ : 04 72 61 37 35

✉ : marie-christine.benincasa@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres des déchets entrants et sortants mentionnés aux articles R 541-43 et R 541-46 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 modifié autorisant la société MUNOZ à exploiter un centre de récupération et de valorisation de déchets de métaux dans son établissement situé 180/182, avenue Francis de Pressensé à VENISSIEUX ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 29 janvier 2015 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 30 janvier 2015 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement de VENISSIEUX, 180-182 avenue de Pressensé, a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

- l'exploitant n'a pas fait réaliser l'analyse du risque foudre (article 16 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé),
- aucun contrôle de radioactivité n'est effectué par un équipement de détection sur les métaux ou déchets de métaux lors de leur admission sur le site (point 8.1.2.7 de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2017 modifié susvisé),

- aucun registre des déchets entrants et sortants n'a été mis en place (articles 1^{er} et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 précité)

CONSIDERANT donc que la société MUNOZ, pour son établissement situé 180-182 avenue de Pressensé à VENISSIEUX, ne respecte pas les dispositions de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité, du point 8.1.2.7 de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 modifié susvisé et des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 susvisé ;

CONSIDERANT, en outre, que l'exploitation de ces installations dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, du point 8.1.2.7 de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 modifié susvisé et des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

Article 1er :

La société MUNOZ est mise en demeure, pour l'exploitation de son installation située 180/182, avenue Francis de Pressensé à VENISSIEUX, de respecter les dispositions :

- sous un délai de **3 mois**, des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 précité en établissant un registre des déchets entrants et sortants,
- sous un délai de **4 mois**, de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, en faisant réaliser, par un organisme compétent, une analyse du risque foudre,
- sous un délai de **6 mois**, du point 8.1.2.7 de l'article 8 de l'arrêté du 18 janvier 2007 modifié susvisé en mettant en place une procédure de contrôle des déchets métalliques visant à interdire l'entrée des déchets radioactifs sur le site.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

Article 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement)

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de VENISSIEUX,
- à l'exploitant.

Lyon, le 26 FEV. 2015

Le Préfet,

Pour le Préfet,
~~Le Secrétaire Général Adjoint~~

Denis BRUEL

